



Xenia Féodorova

Présidente de la Chaîne RT



« Créer une loi censée donner autorité au Gouvernement de faire taire tout média sponsorisé par un État étranger est absolument insensé ! »

Implantée en France en décembre 2017, RT, la nouvelle chaîne d'information en continu financée par la Russie et qui, à ce jour, emploie une centaine de journalistes français, fait l'objet de nombreuses critiques, depuis sa création. Lors d'une rencontre exclusive, Xenia Féodorova révèle sa position et veut réagir face à ce qu'elle appelle « une attaque contre la liberté de la presse ».

La mission de RT news est de présenter en France une « Information alternative » ... Qu'est-ce que cela veut dire ?

Dans le contexte actuel, une information alternative signifie un type d'information qui est réduit au silence dans les médias traditionnels. Il est évident qu'aujourd'hui, il y a un énorme manque de diversité en termes de traitement de l'information. RT est l'un des rares médias qui soulève des questions et des sujets réduits au silence par les médias locaux établis...

Pouvez-vous apporter quelques exemples de sujets qui, selon vous, seraient « réduits au silence » ?

Prenons le conflit syrien... Il dure depuis de nombreuses années, a un impact direct sur nous tous et sur la sécurité en Europe. D'où l'importance de traiter la question avec prudence et d'une façon objective. Or, la plupart des médias traditionnels français partagent le même avis concernant la Syrie et ne nous montrent jamais, ou presque, le sujet dans toute sa complexité. Par exemple, ils négligent le fait que la moitié de l'opposition dans l'Armée syrienne libre (principal opposant du gouvernement) provient de l'organisation terroriste *Al Nosra*. Pourquoi ? Le principe même du journalisme, c'est d'avoir des perspectives équilibrées. Malheureusement, pour la Syrie et ses voisins, la couverture médiatique n'est ni équilibrée, ni neutre.

Avez-vous une vision éditoriale autonome pour la France ou bien y a-t-il une vision éditoriale générale pour tous les pays ?

Nous partageons nos valeurs fondamentales, ainsi que nos ressources. Par exemple, à chaque fois que nous traitons de l'actualité au Moyen-Orient, nous contactons *RT Arabic*, où il y a nos reporters qui prennent des risques et peuvent filmer les informations sur place ou bien nous traduisons les reportages faits par des journalistes free-lance locaux. L'énorme avantage de ce système, c'est l'enquête sur le terrain. Cela permet de ne pas compter uniquement sur l'AFP, comme font beaucoup de chaînes en France. Nous souhaitons, en effet, éviter à tout prix de devenir une autre chaîne d'information grand public, qui couvrirait l'actualité de façon conformiste.

Qui est donc votre public ?

Notre public se compose de personnes insatisfaites par la couverture médiatique en France, ainsi que dans le monde francophone. Notre slogan en français, c'est « *Osez questionner* ». Quel que soit le sujet que nous traitons, nous essayons toujours d'apporter une perspective différente.

La chaîne RT est-elle indépendante ou bien appartient-elle au pouvoir central ?

RT est financé par l'État russe et nous ne nous en cachons pas. Ce n'est pas inhabituel dans le paysage médiatique d'avoir une chaîne financée par l'État, telles *France 24*, *BBC Monde* ou *Al Jazeera*. Néanmoins, notre politique éditoriale est indépendante et parmi les TV étrangères, nous sommes les seuls à avoir eu le souhait de construire une vraie rédaction locale. Depuis 12 ans que je travaille chez RT, il n'y a pas eu un seul exemple où quelqu'un du Kremlin aurait appelé pour nous proposer un sujet ou censurer un reportage. D'ailleurs, je considère que nous sommes chanceux d'être sponsorisés par l'État, car nous ne dépendons pas de la publicité et n'avons pas besoin de penser au nombre de clics, générateurs de profits...

Le Président Macron vous a traité d'organe d'influence et non pas d'organe d'information... Que lui répondez-vous ?

Je voudrais dire tout d'abord que nous n'avons diffusé aucune désinformation

au sujet d'Emmanuel Macron pendant ou après sa campagne électorale. Deuxièmement, tous nos journalistes sont accrédités, ont des cartes de presse et ont le droit d'avoir accès aux événements. Ne pas accorder l'accès aux journalistes, comme il l'a fait pendant sa campagne électorale, s'appelle donc de la censure. J'ajoute que nous avons signé une convention avec le CSA et, nous n'avons eu aucune remarque de leur part sur nos contenus.

Cette situation a-t-elle changé après les élections en France ?

Non. Il y a eu des tentatives de nous faire taire, même avant que nous soyons lancés. Il y a aussi eu des pétitions appelant le CSA à nous retirer notre licence. C'était assez surprenant, parce que nous n'avions même pas commencé à émettre à ce moment-là ! Aujourd'hui, nous travaillons toujours dans des conditions très difficiles et je pense qu'avec une nouvelle loi anti « fake news », nous allons subir davantage de pression. Au départ, nous avons compté sur les valeurs de la liberté de parole et d'expression que nous croyons très fortes en France, mais apparemment, nous avons eu tort.

Cependant, les « fake news » représentent un véritable problème, notamment, sur les réseaux sociaux. Ne pensez-vous pas que la loi puisse devenir une initiative positive ?

Je suis sceptique... Je ne peux critiquer aucune initiative qui vise les « fake news », car je pense, en effet, que c'est un énorme problème. En même temps, je ne crois pas qu'il puisse être résolu par une loi. Au fond, toute réglementation du journalisme ou de la liberté d'expression est un moyen direct de censure.

Créer une loi qui est censée donner autorité au Gouvernement de faire taire tout média sponsorisé par un État étranger, c'est-à-dire nous, est absolument insensé ! Il est vrai qu'au début, nous serons

peut-être la seule cible, mais la loi finira par toucher toutes les agences de presse. Qui sera le suivant ?

Votre image n'est pas bonne aujourd'hui... Que comptez-vous faire pour l'améliorer ?

Le nombre d'articles qui ont été publiés avant, pendant et après notre lancement, que je qualifierais, justement, de « fake news », est tout à fait considérable ! Je pense que la meilleure chose pour nous dans cette situation est de faire un bon travail. Je sais pertinemment que notre public nous apprécie, car notre audience est en train de croître sur le site Web, mais aussi sur les réseaux sociaux. Cela signifie que ce que nous faisons est nécessaire. Il est fort possible, également, que nous prenions des mesures légales afin de nous protéger.

Quel message souhaiteriez-vous transmettre à la classe politique française ?

J'apprécie l'opportunité de pouvoir exprimer mon point de vue. Aussi, je voudrais encourager la sagesse, la réflexion et l'ouverture d'esprit de la part des hommes politiques afin de contrer toute sorte de censure. Je les incite également à comprendre que la diversité des voix permet d'avoir une vision plus large et de résoudre les conflits plus facilement.

Du point de vue politique, je pense qu'il est nécessaire de considérer la Russie davantage comme un partenaire qu'une menace. Et en tant que journaliste, je voudrais vivement soutenir une initiative afin de promouvoir les valeurs clés de la liberté d'expression et de parole en France...

Propos recueillis par
Marina Yaloyan

